

# L'Europe,

Le projet initial d'une Europe sociale et économique stable déçoit. Les preuves de son inefficacité, comme par exemple le non-respect de la parole des citoyens, s'accumulent. Mais qui tient véritablement les rênes de cette ploutocratie et de ses représentants ?



Europe est avec la création de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) en 1950, la condition de la prospérité économique des peuples européens. Elle participe, avec l'ONU, du projet de paix dans le monde. Dans l'inconscient collectif des peuples des États membres, l'Union européenne (UE) se résume à un vaste système de supervision du fonctionnement multi-facettes des procédures nationales, une sorte d'entité supra-régulatrice, en somme. Mais dans les faits, elle se présente davantage comme un relais techno-gestionnaire d'une idéologie que l'on veut à tout prix sauver... constat dérangeant qui apparaît pourtant à quiconque s'intéresse au fonctionnement de ses institutions.

## Grosse machine contre État-nation

La Commission européenne est détentrice du monopole de proposition des mesures. Ces dernières sont « *indifféremment adoptées par les députés de gauche comme de droite à 97 % au Parlement européen*<sup>1</sup> », comme l'a révélé l'Observatoire de l'Europe en mai 2009<sup>2</sup>.

Dans ce système, la France possède 3,7 % de part d'influence bénéficiant d'un commissaire sur vingt-sept avec Michel Barnier, en charge du Marché intérieur et Services. Idem pour la Belgique avec Karel De Gucht au Commerce. Preuves que l'État-nation n'a, dans les faits, plus son mot à dire. Exagération ? Pas vraiment.

La France a connu l'année dernière des troubles sociaux suite à la réforme des retraites et l'allongement du temps de travail. Manifestations, protestations syndicales, accusations des gouvernants nationaux... « Retraites 2010 », nouvelle loi du gouvernement Sarkozy? Non. La décision pour l'Hexagone était dans les tuyaux depuis plus de sept ans.

Le 8 avril 2003, Klaus Redling, l'ancien directeur général des Affaires économiques à la commission européenne publie un

# cheval de Troie atlantiste



« Retraites 2010 », nouvelle loi du gouvernement Sarkozy ? Non. La décision pour l'Hexagone était dans les tuyaux depuis plus de sept ans.

rapport intitulé « Recommandations spécifiques à la France concernant les grandes orientations des politiques économiques des États membres<sup>3</sup> ». « Réformer le système de retraite » et « Élever l'âge effectif de la retraite » arrivent en quatrième et cinquième points.

Fin 2008, Stavros Dimas, alors commissaire européen à l'Environnement (2004 à 2009) s'illustre pour son opposition aux grandes compagnies de l'agrobusiness en proposant l'interdiction de la culture de deux maïs OGM (le Bt11 et le 1507) développés par les firmes Syngenta et Pioneer/Dow. Paradoxalement, cette même année, la France est condamnée par la Cour de justice européenne à payer 10 millions d'euros d'amende parce qu'elle tarde à mettre en place l'arrivée des OGM, dont l'opinion publique ne veut pas. Faut-il préciser que le politicien est un ancien juriste de la Banque mondiale, mais aussi du cabinet Sullivan & Cromwell ? Or, Sullivan & Cromwell, en plus d'être le cabinet d'avocats d'affaires dans lequel la CIA a vu le jour dans les années 40, est aussi le cabinet conseil de Monsanto<sup>4</sup>.

## « Protectionnisme outrancier »

En septembre 2005, au nom du « patriotisme économique », le Premier ministre Dominique de Villepin souhaite faire passer un décret anti-OPA (offres publiques d'acquisition) des fonds de pension américains pour protéger certains secteurs de l'économie française.

Quinze jours plus tard, la commissaire européenne à la Concurrence, Neelie Kroes, fait annuler cette décision, jugée « scandaleuse, symbole de protectionnisme outrancier ».

Concrètement, l'actuelle commissaire européenne à la Société numérique et vice-présidente de la Commission a fait plier le chef du gouvernement français. Classée en 2006 38<sup>e</sup> femme la plus puissante du monde par le magazine *Forbes*, cette femme d'affaires et politique néerlandaise a un CV bien rempli. Membre du conseil d'administration pendant des années du cabinet PricewaterhouseCoopers, spécialisé dans l'audit, le conseil et l'expertise comptable pour des entreprises et des organisations, publiques et privées, elle l'a également été chez McDonald's et Lucent Technologies, actuel Alcatel-Lucent, entreprise américaine de télécommunications. De plus, elle détient une longue expérience de lobbyiste pour le groupe Lockheed Martin (firme états-unienne de défense et de sécurité). Pour l'anecdote, en

mai de cette même année, le grand quotidien néerlandais *Le Standard* révèle que Neelie Kroes ne parvient pas à justifier l'origine du financement de plusieurs biens immobiliers dont elle est propriétaire. Avec ce manque d'intégrité et de transparence, que fait-elle donc à la vice-présidence de la Commission européenne ? Faut-il voir un



« L'Europe ne procède pas d'un mouvement démocratique. Elle s'est faite en suivant une méthode que l'on pourrait définir du terme de despotisme éclairé. » Tommaso Padoa Schioppa, ancien ministre italien des Finances

début d'explications dans sa présence à Sitges, en Espagne, lors du dernier rassemblement du groupe Bilderberg (voir encadré) les 3 et 6 juin 2010<sup>5</sup> ?

### ► Les décisions de Bilderberg

Ce rassemblement annuel et informel réunit environ 130 membres, essentiellement américains et européens dont la plupart sont des personnalités de la diplomatie, des affaires, de la politique et des médias. Il a été créé en 1954 à l'hôtel Bilderberg (d'où son nom), situé à Oosterbeek aux Pays-Bas. Il est presque impossible de connaître le bilan des conférences. Selon l'historienne Chloé Maurel, « le groupe Bilderberg, créé dans le contexte de la guerre froide pour renforcer la coopération entre les États-Unis et leurs partenaires d'Europe occidentale, dont les réunions et décisions sont très confidentielles et ne sont absolument pas médiatisées, prend des décisions politiques et économiques importantes, dans l'opacité et sans aucun contrôle démocratique ». Lors de la réunion du groupe Bilderberg à Torquay en 1977, le journal *Libération* a publié une analyse de Roger Mennevé affirmant que ce groupe envisageait d'instaurer un gouvernement mondial dirigé par les États-Unis, qui comporterait l'abandon des souverainetés nationales, l'instauration d'une planification technique de l'économie, et l'établissement d'une monnaie internationale.

### Ils ont pourtant dit « non »

Tommaso Padoa Schioppa, ancien ministre italien des Finances, président jusqu'à sa mort du *think tank* [laboratoire d'idées, ndlr] « Notre Europe » (dont Jacques Delors est président fondateur et Pascal Lamy président d'honneur), a déclaré dans le numéro 87 de la revue *Commentaire*<sup>6</sup> que « l'Europe ne procède pas d'un mouvement démocratique. Elle s'est faite en suivant une méthode que l'on pourrait définir du terme de despotisme éclairé ».

Pour preuves, les « non » français et hollandais en 2005 puis irlandais en 2008 au projet de Constitution européenne.

Deux mois après la prise de position des peuples français et hollandais, le projet constitutionnel est relancé sans écho de presse par les députés européens Andrew Duff et Johannes Voggenhuber dans le cadre d'un *think tank*. Or, ces deux rapporteurs anglais et autrichien ont travaillé en liaison étroite avec la fondation Bertelsmann qui possède entre autres RTL, M6, Random House, *Géo*, *VSD*, le *Financial Times Deutschland*...<sup>7</sup>

Pourquoi cette fondation, issue d'un groupe industriel allemand qui est à la base une entreprise d'imprimerie fondée au XIX<sup>e</sup> siècle est-elle engagée dans un projet politique de cette envergure impliquant la majorité des peuples d'un continent entier ? Le rapport de l'organisation privée The Trilateral Commission fournit des indications très claires.



Un supporter du « non » célèbre la victoire devant la colonne de la Bastille, le 29 mai 2005

### « Gouvernabilité » des sociétés modernes

Ce groupement fondé en 1973 à l'initiative des principaux dirigeants du groupe Bilderberg et du Council on Foreign Relations, parmi lesquels David Rockefeller, Henry Kissinger et Zbigniew Brzezinski, est consacré à la « gouvernabilité » des sociétés modernes<sup>8</sup>. Son compte rendu constitue la matrice idéologique du nouvel ordre mondial. Dès le chapitre introductif, les « value-oriented intellectuals » [intellectuels tournés vers les valeurs, ndlr] sont fustigées et les « technocratic and policy-oriented intellectuals » [intellectuels préoccupés par la technocratie et les procédures, ndlr] encouragées dans le cadre de la construction européenne<sup>9</sup>.

L'une des explications du rôle de ce genre de réseaux tient à sa nature : profondément internationaliste dans l'esprit, d'obédience culturelle anglo-américaine depuis la fameuse table ronde, créée en 1904, mère de tous les *think tanks*. Ces groupes ont toujours eu pour but de favoriser la libre circulation des biens, des capitaux et des personnes. Objectif ? Fluidifier les échanges marchands pour le bien du capitalisme libéralisé, au détriment, souvent, de toute autre considération.

### Campagne des services secrets

Été 2000, l'administration Clinton déclassifie les documents confidentiels des années 1940 à 1960.

**« Il s'est toujours agi, pour les États-Unis, de pousser la construction européenne dans le sens de ses propres intérêts. »  
François Asselineau**

Alors que la presse française n'en a même pas fait mention, un grand journaliste américain, Ambrose Evans Pritchard, publie dans le *Daily Telegraph* du 19 septembre 2000 un article basé sur ces documents rendus publics. Les archives prouvent la campagne menée par les services secrets américains quant à la promotion de l'unification européenne : « Retinger<sup>10</sup>, Schuman, Spaak, étaient tous traités comme des employés par leurs parrains américains. Le rôle des États-Unis fut camouflé comme pour une opération secrète. L'argent provenait des fondations Ford et Rockefeller ainsi que des milieux d'affaires proches du département d'État américain, qui a joué lui aussi un rôle. Une note émanant de la direction Europe du département d'État américain du 11 juin 1965 conseille même au vice-président de la CEE Robert Marjolin de poursuivre de façon subreptice l'objectif d'une union monétaire en recommandant d'empêcher tout débat sur le sujet, jusqu'au moment où l'adoption de telles propositions deviendrait virtuellement inévitable. »

« Il s'est toujours agi, pour les États-Unis, de pousser la construction européenne dans le sens de ses propres intérêts, affirme François Asselineau. En réalité, les USA sont à l'origine du projet européen et ont constamment œuvré à sa construction. C'est un des meilleurs moyens pour neutraliser des

## ► Un bloc euro-atlantique en 2015, une monnaie mondiale en 2018

La raison avancée est toujours la même, indiscutable sur le papier : éviter une nouvelle guerre mondiale.

Néanmoins, dans la Déclaration de Montreux du 23 août 1947<sup>1</sup>, il est déjà question d'unir l'humanité entière dans une confédération mondiale qui pourra prélever directement dans les budgets des États, sans contre-pouvoir possible et qui détiendra les clefs de la force nucléaire planétaire.

Ce texte se trouve sur le site des archives officielles de l'Union européenne, en libre consultation, ainsi que tous les projets d'avenir en préparation : création des États-Unis d'Afrique et du bloc euro-atlantique pour 2015, passage à la monnaie unique mondiale pour 2018...

**Choc des civilisations.** Au détour de cette vision du monde, une planète divisée en grands blocs se dessine. Et ses groupes coïncident clairement avec ceux de la théorie du choc des civilisations. Il existe par exemple dans cette approche géopolitique une zone formant la civilisation hindouiste, totalement coupée du bloc formant la civilisation musulmane. À noter que l'Inde héberge la troisième plus grande population musulmane mondiale après l'Indonésie et le Pakistan.

**Continent prototype.** Dans cette logique, l'Europe tient un rôle prépondérant en tant que bloc continental unifié sous-découpé en sections régionales... peut-être même le premier continent prototype à achever le tracé de ce nouveau visage mondial. Cette représentation était déjà sur la table de travail des cartographes politiques américains des années 70, comme l'atteste la carte de l'Europe régionalisée publiée par le *Herald Tribune* du lundi 16 septembre 1974<sup>2</sup> : on y trouve, entre autres, une France découpée en onze grandes régions dont certaines empiètent largement sur les territoires italien, suisse, allemand, belge... actuels.

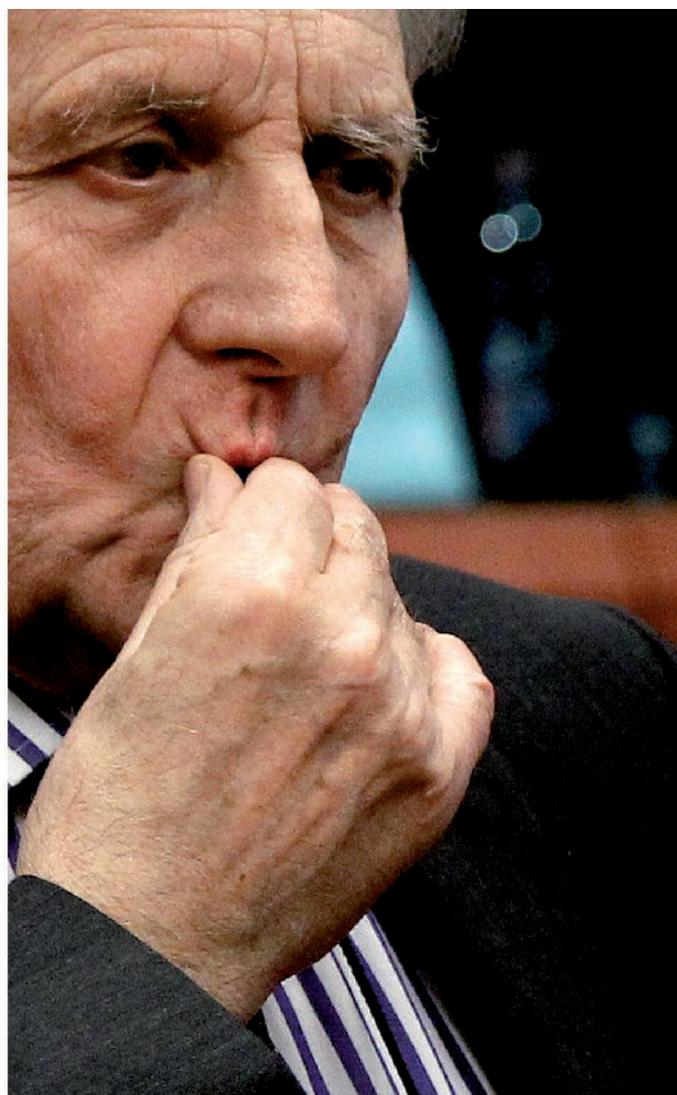
1. [www.ena.lu](http://www.ena.lu)

2. Pierre Hillard, *La Décomposition des nations européennes*, annexe 14, éd. de Guibert, 4<sup>e</sup> édition, 2010.

*concurrents potentiels en les enfermant dans un système auto-bloquant dont ils tireraient les ficelles. » « On peut comparer l'Europe à une copropriété à vingt-sept dont les États-Unis serait le syndicat. Sachant pertinemment que les vingt-sept copropriétaires, dont la communauté d'intérêts a été décidée arbitrairement, mais sans fondement historique réel, ne seront jamais tous d'accord. Et finalement, le syndicat tranchera toujours les grandes questions. » « En toute logique, poursuit l'énarque, les USA sont parvenus à imposer de facto le principe qu'il ne pouvait plus y avoir d'adhésion à l'UE sans adhésion préalable à l'OTAN, et sans allégeance atlantiste. »*

### « Hégémonie de cooptation »

Le pro-mondialiste Zbigniew Brzezinski, conseiller au Center for Strategic and International Studies à Washington, professeur de politique étrangère à l'université Johns Hopkins et ancien conseiller du président Jimmy Carter, a esquissé l'évolution souhaitée par les mondialistes. Estimant qu'un gouvernement mondial n'est pas « une perspective crédible pour encore quelques générations », il prône

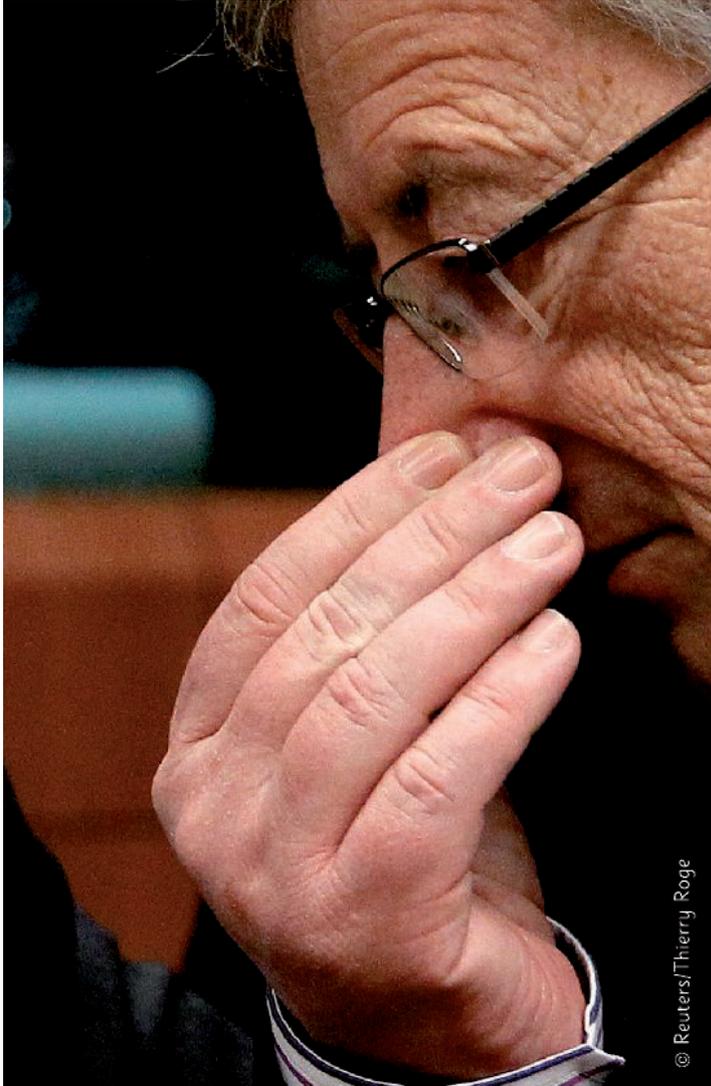


Jean-Claude Trichet, président de la Banque centrale européenne, s'entretient

dans son ouvrage *Le Vrai Choix* l'idée d'une « communauté mondiale d'intérêts partagés » pour faire face aux turbulences en tous genres, notamment le terrorisme. Pour cela, il s'avère nécessaire selon cet auteur de reconnaître « le rôle décisif de la puissance américaine, condition essentielle de la stabilité mondiale ». Afin de faciliter cette prééminence des États-Unis, l'intellectuel invite les pays à rejoindre le camp américain « au nom des convictions communes fédérant les alliés », c'est-à-dire à reconnaître le leadership américain qu'il qualifie d'« hégémonie de cooptation » (page 289)<sup>11</sup>.

### Mêmes valeurs, mêmes combats

Cet éclairage apporte un autre regard sur les propos tenus par Jacques Chirac lors de la conférence conjointe avec Tony Blair à Lancaster House, le 18 novembre 2004 à Londres : « Ceci étant, je voudrais tout de même [...] rappeler que les États-Unis et l'Europe ont une vocation naturelle à être ensemble face aux grandes évolutions du monde de demain. [...] Face à ce monde que nous voyons, l'Amérique du Nord et l'Europe sont deux pays qui, traditionnellement, historiquement,



© Reuters/Thierry Roge

c le Premier ministre luxembourgeois Jean-Claude Juncker, le 14 mars 2011.

partagent les mêmes valeurs, et donc, ont vocation à mener les mêmes combats. [...] Nous devons tout mettre en œuvre, ensemble, pour que ces réformes prennent forme en 2005. Ce multilatéralisme doit être relayé par un soutien aux processus d'intégration régionale en cours sur tous les continents. C'est à ce niveau aussi que doit se jouer la logique de responsabilisation, avec l'appui des grandes organisations multilatérales. Il nous faut construire le nouvel ordre mondial sur la reconnaissance de la diversité des cultures. [...] Pour construire le nouvel ordre mondial qui garantira durablement la paix, la sécurité, le progrès économique et humain<sup>12</sup>, le monde a besoin d'une Europe forte dans un partenariat transatlantique renouvelé. [...]»<sup>13</sup>

Le tango contrarié des rapports Europe-États-Unis peut alors s'envisager sous un angle différent, celui-là même qu'avait adopté Charles de Gaulle en affirmant que « l'Europe supra-nationale, c'est la France dominée par les Américains<sup>14</sup> », qualifiant au passage Jean Monnet, l'un des principaux constructeurs de l'Europe, de « malade avant tout soucieux de servir les intérêts américains<sup>15</sup> ».

« L'Europe supra-nationale, c'est la France dominée par les Américains. » Charles de Gaulle

## ► David Rockefeller dans le texte

D'une certaine manière, David Rockefeller est sans doute celui qui a le mieux résumé cette évolution et sa finalité dans la rédaction de ses *Mémoires*<sup>1</sup>. Ancien dirigeant du CFR<sup>2</sup>, président de la Chase Manhattan Bank, cet homme a été au sommet du pouvoir et de ses coulisses. Comme il l'affirme sans détour dans le chapitre



27 : « Certains croient même que nous faisons partie d'une cabale secrète [...] et ils représentent ma famille et moi comme des internationalistes ; ils vont jusqu'à prétendre que nous conspirons avec d'autres capitalistes dans le monde pour construire une structure politique et économique mondiale plus intégrée – un seul monde, si vous voulez. Si c'est ce dont on m'accuse, je plaide coupable et j'en suis fier<sup>3</sup>. »

« Nous sommes reconnaissants au Washington Post, au New York Times, au magazine Time, et aux autres grandes publications dont les directeurs ont assisté à nos réunions et respecté leurs promesses de discrétion depuis presque quarante ans. Il aurait été pour nous impossible de développer notre projet pour le monde si nous avions été exposés aux lumières de la publicité durant ces années. Mais le monde est aujourd'hui plus sophistiqué et préparé à l'entrée dans un gouvernement mondial. La souveraineté supranationale d'une élite intellectuelle et de banquiers mondiaux est assurément préférable à l'autodétermination nationale des siècles passés. » [Commission Trilatérale, 1991<sup>4</sup>]

1. David Rockefeller, *Mémoires*, Éditions de Fallois, 2006.

2. Council on Foreign Relations, le think tank américain où s'établit en grande part la politique des États-Unis.

3. Pierre Hillard, *La Marche irrésistible du nouvel ordre mondial*, éd. de Guibert, 2007, pages 91 et 92.

4. Alain Soral, *Comprendre l'Empire*, éditions Blanche, 2011, page 145.



## « Terrorisme intellectuel »

Bien sûr, la question des rapports entre les États-Unis et l'Europe ne se résume pas à un trouble jeu diplomatique sous influence. Il y a avant tout des raisons objectives à la construction européenne, mais il y a également un malaise : « N'occultons pas les données économiques objectives, rappelle l'historienne marxiste Annie Lacroix-Riz<sup>16</sup>. La création de la CECA n'est que la continuation logique du Cartel de l'acier, acte de naissance de la construction européenne en 1923/1924, quand les États-Unis avaient besoin de l'Allemagne pour s'implanter durablement en Europe [...]. Ce qui reste alarmant cependant, sur la question de l'Europe, c'est qu'il existe aujourd'hui en France un véritable terrorisme intellectuel insupportable, s'inquiète-t-elle. Depuis trente ans, les historiens européens font la

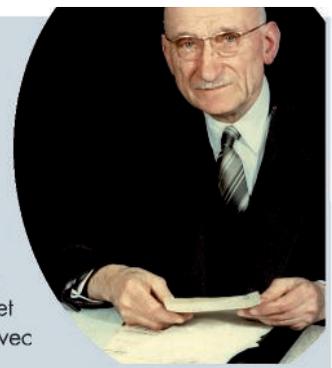
« Cette Europe est tellement aux antipodes de ce que les europhiles ont prétendu contribuer à construire qu'un jour, il leur faudra rendre des comptes. » Annie Lacroix-Riz, historienne.

*pluie et le beau temps sur cette question, et les esprits libres - entendez euro-critiques - passent pour des dingues. Cette Europe est tellement aux antipodes de ce que les europhiles ont prétendu contribuer à construire qu'un jour, il leur faudra rendre des comptes. Il y a un moment où l'idéologie, quelle qu'elle*

*soit, ne sert plus à rien : c'est le moment où les gens n'en peuvent plus<sup>17</sup>. »* Idéologie. Le mot est lâché. L'examen d'un chèque pourra ajouter un désagréable sentiment de suspicion à cet état de fait : en regardant à la loupe, on s'aperçoit que les lignes servant à l'écriture des sommes en toutes lettres ne sont pas des traits, mais en fait des phrases, issues du discours de Robert Schuman lors de la création de la CECA le 9 mai 1950 : « *L'Europe ne se fera pas d'un coup ni dans une construction d'ensemble, elle se fera par des réalisations concrètes, créant d'abord une solidarité de fait. La mise en commun du charbon et de l'acier assurera immédiatement l'établissement de bases communes du développement économique, première étape de la fédération européenne* ». ●

## ► Jean Monnet, père de l'Europe ou fils de la finance internationale ?

Né en 1888, Jean Monnet est envoyé par son père à 18 ans en Grande-Bretagne, aux États-Unis et au Canada. C'est dans ce dernier pays qu'il décroche le contrat qui décidera de sa carrière : la Hudson's Bay Company achète à Monnet d'énormes quantités de cognac (payées avec des fourrures !)



Cette compagnie a dans son conseil d'administration, plusieurs gouverneurs ou futurs gouverneurs britanniques au Canada, et des hommes d'affaires de haut vol, notamment Robert M. Kindersley, associé de la Banque Lazare et administrateur de la Banque d'Angleterre. Pendant la Première Guerre mondiale, ce dernier devient président du Comité National pour la Guerre Economique (National Savings Committee) et il appelle auprès de lui le jeune Jean Monnet.

**Carrière précoce.** En 1915, Monnet obtient du gouvernement français un contrat qui fait de la Hudson's Bay Company le fournisseur canadien exclusif de la France. Parallèlement, il est chef de mission à Paris de J.-P. Morgan, le banquier qui est le négociateur officiel des États-Unis dans le domaine des livraisons de matériel à la France. En 1916, à la demande du gouvernement britannique, l'ancien vendeur de spiritueux coordonne l'ensemble de l'approvisionnement allié. Il a 28 ans !

La paix revenue, Jean Monnet, pourtant installé à Londres, représente la France au secrétariat de la SDN, ancêtre de l'ONU : il en devient secrétaire général adjoint en 1919. Durant les années 20, il devient officiellement banquier, très lié aux banques Lazard, Morgan, Kuhn & Loeb. Sa banque, la Blair & Company, a pour spécialité la négociation de prêts d'État à État.

**Fusion franco-anglaise.** Lorsqu'arrive la guerre, et la débâcle française, Monnet est à l'origine du projet ubuesque, finalement abandonné, consistant à fusionner les nations britannique et française. En 1943, à Alger, il se rallie au général De Gaulle. Jean Monnet occupe un poste qui ressemble à celui qui était le sien lors du précédent conflit : commissaire à l'armement, à l'approvisionnement et à la reconstruction.

Après la victoire, il est nommé à la tête du commissariat au plan. Il y favorise la concentration des grandes entreprises, sur financement en grande partie américain (Plan Marshall).

En 1950, commence la « construction européenne ». Monnet crée et préside divers comités financés par la CIA, entre autres le Comité d'Action pour les États-Unis d'Europe. Il est aussi un des piliers du Groupe Pesenti, sorte de Trilatérale avant l'heure, avec les autres « pères de l'Europe », Schumann et Adenauer, et qui comprend aussi David Rockefeller et Kissinger. En 1952, Jean Monnet devient le premier président de la CECA (Communauté européenne du charbon et de l'acier), qui deviendra la CEE, couronnement d'une brillante carrière dédiée au mondialisme. Il décède en 1979.

### Notes

1. [http://www.observatoiredeleurope.com/notes/Droite-et-gauche-ont-un-vote-identique-dans-97-des-cas,-selon-une-etude\\_b1354225.html](http://www.observatoiredeleurope.com/notes/Droite-et-gauche-ont-un-vote-identique-dans-97-des-cas,-selon-une-etude_b1354225.html)
2. Jean Robin, *La Nouvelle Extrême Droite*, éditions Xenia, 2010, pages 46 à 50.
3. <http://www.newropeans.eu/spip.php?article=1190&lang=fr>  
<http://www.youtube.com/watch?v=PpgA5Xi8dEo>
4. *Ibid.*
5. Voir la conférence « Qui gouverne réellement la France ? » de François Asselineau sur Dailymotion. Notons que M. Asselineau n'a jamais été attaqué pour diffamation... mais que sa page Wikipédia a mystérieusement été supprimée sans motif.
6. « Les enseignements de l'aventure européenne », automne 1999.
7. Lire à ce sujet *La Fondation Bertelsmann et la gouvernance mondiale*,

Pierre Hillard, éditions de Guibert, 2009.

8. *The Crisis of Democracy*, 1975.

9. Jean-Claude Michéa, *L'Empire du moindre mal*, éditions Climats, page 92, chap. « Tractatus juridico-economicus »

10. Joseph Retinger, créateur du Bilderberg en 1954, biographie disponible sur [www.ena.lu](http://www.ena.lu)

11. Pierre Hillard, *La Décomposition des Nations européennes*, éditions François-Xavier de Guibert, 2005, pages 183 à 186.

12. Dans *Le Meilleur des mondes*, Huxley évoque l'État mondial dont la devise est « Communauté, identité, stabilité »

13. [www.elysee.fr](http://www.elysee.fr), rubrique « Discours du président », novembre 2004.

14. Alain Peyrefitte, *C'était de Gaulle*, tome 2, 1997, page 217.

15. *Ibid.*

16. *L'Intégration européenne de la France : la tutelle de l'Allemagne et des États-Unis*, Annie Lacroix-Riz, éd. Le Temps des Cerises, 2007.

17. Propos recueillis lors d'un entretien téléphonique du 9 février 2011.